

DS/RT

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL DU 12 DECEMBRE 2016

OBJET : N° 2.4.2 – FINANCES – BUDGET PRIMITIF 2017 – ALIMENTATION EN EAU POTABLE -

L'an deux mille seize, le douze du mois de décembre, à dix-sept heures trente, les membres du COMITE SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIERE, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération tous les délégués énumérés ci-dessous- à l'exception des représentants des communautés de communes.

Titulaires présents avec voix délibérative :

DELEGUES :	SEBA QUORUM GENERAL	SEBA QUORUM SPECIFIQUE
Nombre	83 007-250700267	20161212-201612120039-DE
Quorum	42	38
Présents	53	47
Pouvoirs	5	5
Votants		52
Abstentions		0
Suffrages exprimés		52
Majorité requise		27
Pour		52
Contre		0

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : MM. CONSTANT Bernard (Balazuc) / FERRIER Dominique (Banne) / MATHIEU Jean-Claude (Beaulieu) / BALMELLE Robert (Berrias-Casteljau) / FAUGIER Christian (Chandolas / Mme MOUTERDE Hélène (Chassiers) et M. SERRE-CHAMARY René (Chassiers) / M. PLANTEVIN Patrick (Chauzon) / Mme TAULEIGNE Lise (Fabras) / M. PASCAL Jean (Faugères) / Mme CHAGOT Patricia (Grospièrres) / MM. LEYNAUD Jean-Marc (Joannas) / PONTIER Jean-Yves (Labégude) / CHAMBON Roland et BALAZUC Thierry (Lachapelle S/s Aubenas) / CHARRON Claude et ORIVES Éric (Lalevade d'Ardèche) / Mme AMET Maryse (Largentière) / MM. LEGENDRE Yves (Laurac en Vivarais) / BRUN Marc (Meyras) / RAMANMALI Angelin (Montréal) / VIELLARD Jean-Léon (Pradons) / CUTTIER Jean-François (Prunet) / AUDIBERT François (Ribes) / GIBERT Alain (Rocles) / CHARRIERE Jacques (Ruoms) / DEVANCIARD Gilles (St Alban-Auriolles) / MEISS Bernard (St Andéol de Vals) / GARRIDO Jean-Manuel (St André de Cruziers) / OZIL Raymond (Sampzon) / OLIVIER Robert (Sanilhac) / DUGAS Laurent (Tauriers) / SAUBIN Philippe et LACROTTE Robert (Vals-Les-Bains) / VEYRENC Éric (Vernon) / GRASSET Guillaume (Vinezac)	SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes : MM. CIVIER Stéphane (Aubenas) / GINEVRA Stéphane (Chirols) / Mme CHASTAGNIER Geneviève (Joyeuse) / Mme MAIRESSE Nadine et M. IMMACOLATO J.-Pierre (Vallon Pont d'Arc) SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » : MM. BACCONNIER Jean-Claude, MAUDUIT Jean-Yvon, FALLOT Joseph et LADREYT Jean-Pierre SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat ST ETIENNE-DE-FONTB. / ST SERNIN : M. DURIEU Jean-Marie SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes : MM. MAUDUIT Jean-Yvon et BACCONNIER Jean-Claude (CDC Gorges de l'Ardèche) / GARRIDO Jean-Manuel et BALMELLE Robert (CDC Pays des Vans en Cévennes) / PONTIER Jean-Yves et CIVIER Stéphane (CDC Pays Aubenas Vals)
SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : M. FLAMBEAUX Patrice (Labeaume) à M. RAMANMALI Angelin M. CLADT Bernard (Labégude) à M. PONTIER Jean-Yves M. DURAND Jean-Roger (Largentière) à Mme AMET Maryse M. MANENT Pierre (Vinezac) à M. GRASSET Guillaume	SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes : Mme TOURRE Nathalie (Joyeuse) à Mme CHASTAGNIER Geneviève
SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : MM. LANGLET Patrick (Les Assions) / GIRAUD Jacky (Chazeaux) / IMBERT Guy (Rocher) / RISSE Michel (Malbosco) / MERINE Philippe (St Privat)	SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes : M. MANENT Pierre (CDC Vinobre)
SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : M. VEYRENC Yves (Pont de Labeaume) / M. ROURE Sébastien et Mme KONARZEWSKI Jessica (Rosières) / Mme MESSAoudi Simone et M. PERBOST Serge (Ruoms) / MM. SERRE Michel (St Alban Auriolles) / BOISSEL Jean-Luc (St Julien du Serre) / JAUFFRE Michel (St Pierre de Colombier) / ROURISSOL Denis (St Privat) / SOUTEYRAND Marc, AVIAS Cyrille-Christophe et Mme CHARROUD Annie (Ucel) / M LECOISSIS Jean-Marie (Uzer) / Mme EL FARKH Marie (Vals-Les-Bains)	SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes : MM. CONTESSO Franck (Fons) / BARALE Ange (Vallon Pont d'Arc) SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC : MM. CHAULET Edouard, UGHETTO René et MARRON Jacques SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes : M. LARDY Jean-Paul (CDC Vinobre)
SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : M. FALGON Guy (Chazeaux)	

Suppléants présents avec voix délibérative :

La secrétaire de séance est : Mme Lise TAULEIGNE

- 1/2 -

« La Sigalière » – Les Vergnades – 07110 LARGENTIERE

Tél. 04 75 89 96 96 – Fax : 04 75 89 96 97 – E.mail : administration@seba-eau.fr – Site internet : www.seba-eau.fr

OBJET : N° 2.4.2 – FINANCES –**BUDGET PRIMITIF 2017 – ALIMENTATION EN EAU POTABLE -**

Les éléments communs aux trois budgets primitifs ainsi que le rappel des principales propositions d'orientation 2017 et les choix opérés, sans oublier la vision agrégée du budget 2017, sont des dispositions communes aux trois budgets et font l'objet d'un développement en présentation du budget « gestion générale » sans qu'il soit nécessaire de le développer à nouveau ici.

BUDGET PRIMITIF 2017 - ALIMENTATION EN EAU POTABLE :

Le projet de budget primitif 2017 «alimentation en eau potable » s'équilibre en dépenses et recettes à la somme de 12 047 090 € contre 13 084 000 € en 2016 (-7.93 %). 5 442 000 € sont inscrits en section d'exploitation contre 5 313 000 € en 2016 (+2.43 %) et 6 605 090 € en section d'investissement contre 7 771 000 € en 2016 (-15.00 %).

❖ Déclinaison du sous-budget « A.E.P. DISTRIBUTION » :**Section d'exploitation**

Les **recettes** proviennent principalement :

- de la vente d'eau aux usagers pour 3 500 000 € (idem 2016),
- de la vente de compteurs usagés pour 1 000 €,
- des autres produits de gestion courante qui s'élèvent à 35 000 €, dont la convention fibres optiques et ventes d'eau pour 15 000 € et l'encaissement de l'agence de l'eau sur l'adduction d'eau du village de Diam-Diam pour 20 000 €,
- des opérations d'ordre de transfert entre sections pour 210 000 €, dont l'amortissement des subventions pour 170 000 € et des travaux en régie pour 40 000 €.

Les **dépenses**, en regard, comprennent notamment :

- les charges à caractère général pour 60 600 €,
- le remboursement des charges de personnel et frais assimilés pour 269 999 €,
- les autres charges de gestion courante pour 907 311 €, dont respectivement 188 111 € correspondent aux contributions d'AEP distribution au budget «gestion générale», 712 700 € à la participation d'AEP distribution à AEP production (opération d'ordre), ainsi que 6 500 € pour l'adduction d'eau du village de Diam-Diam,
- les frais financiers pour 342 200 €,
- les charges exceptionnelles (essentiellement des provisions) pour 730 890 €,
- les dépenses imprévues pour 60 000 €,
- un virement à la section d'investissement pour 272 000 €,
- les dotations aux amortissements pour 1 103 000 € (opération d'ordre avec le chapitre 040).

Section d'investissement –

Les **recettes** proviennent essentiellement :

- des subventions pour 644 000 €,
- des emprunts pour 1 629 490 € : il s'agit là d'une prévision, les besoins définitifs de financement seront connus après reprise des résultats,
- des autres immobilisations financières de 574 300 € liées à la récupération de la TVA par le délégataire,
- du virement de la section de fonctionnement pour 272 000 €,
- de l'amortissement des immobilisations pour 1 103 000 € (opération d'ordre avec le chapitre 042),
- des opérations patrimoniales pour 574 300 € (opération d'ordre sur la TVA).

Les **dépenses** se composent essentiellement :

- de 30 000 € pour le remboursement de trop perçu des subventions,
- de 3 445 790 € pour les opérations d'équipements (études, acquisitions et travaux), intégrant des crédits pour les frais de maîtrise d'œuvre privée. Ces dépenses sont présentées dans le détail, opération par opération. Elles ont fait l'objet d'un examen particulier lors du débat d'orientations budgétaires. Certaines de ces opérations font l'objet d'un traitement en « autorisations de programmes/crédits de paiement » également présentées,
- des immobilisations corporelles pour 15 000 € pour l'intervention de prestataires pour actes fonciers administratifs,
- du remboursement du capital de la dette pour 272 000 €,
- des dépenses imprévues pour 250 000 €,
- des opérations d'ordre de transfert entre sections pour 210 000 €, dont l'amortissement des subventions pour 170 000 € et des travaux en régie pour 40 000 €,
- des opérations patrimoniales pour 574 300 € (opération d'ordre sur la TVA).

❖ Déclinaison du sous-budget – A.E.P. PRODUCTION :**Section d'exploitation –**

Les **recettes** proviennent principalement :

- de la participation des collectivités souscriptrices à PDV pour 1 096 000 €, inchangée par rapport à 2016, dont 65 % proviennent du SEBA distribution et 35 % des autres collectivités du SEBA production,
- des produits exceptionnels pour 195 000 €,
- des opérations d'ordre de transfert entre sections (opération d'ordre) pour 405 000 € dont l'amortissement des subventions pour 395 000 € et des travaux en régie pour 10 000 €.

Les **dépenses**, en regard, comprennent notamment :

- les charges à caractère général pour 129 800 €,
- le remboursement des charges de personnel et frais assimilés représentent 180 000 €,
- les autres charges de gestion courante pour 112 867 €,

- les frais financiers pour 197 900 €,
- les dépenses imprévues pour 40 433 €,
- un virement à la section d'investissement pour 295 000 €,
- les dotations aux amortissements pour 740 000 € (opération d'ordre avec le chapitre 040).

Section d'investissement –

Les **recettes** proviennent essentiellement :

- des subventions pour 117 500 €,
- des emprunts pour 357 500 € : il s'agit là d'une prévision, les besoins définitifs de financement seront connus après reprise des résultats,
- des autres immobilisations financières de 149 000 € liées à la récupération de la TVA par le délégataire,
- du virement de la section de fonctionnement pour 295 000 €,
- de l'amortissement des immobilisations pour 740 000 € (opération d'ordre avec le chapitre 042),
- des opérations patrimoniales pour 149 000 € (opération d'ordre sur la TVA).

Les **dépenses** se composent :

- de 894 000 € pour les opérations d'équipements (études, acquisitions et travaux), intégrant des crédits pour les frais de maîtrise d'œuvre privée. Ces dépenses ont été présentées dans le détail, opération par opération. Elles ont fait l'objet d'un examen particulier lors du débat d'orientations budgétaires. Certaines de ces opérations font l'objet d'un traitement en « autorisations de programmes/crédits de paiement » également présentées.
- des immobilisations corporelles pour 15 000 € pour l'intervention de prestataires pour actes fonciers administratifs,
- du remboursement du capital de la dette pour 295 000 €,
- des dépenses imprévues pour 50 000 €,
- des opérations d'ordre de transfert entre sections pour 405 000 €, dont l'amortissement des subventions pour 395 000 € et des travaux en régie pour 10 000 €,
- des opérations patrimoniales pour 149 000 € (opération d'ordre sur la TVA).

❖ Récapitulatif BUDGET PRIMITIF 2017 – TOTAL - ALIMENTATION EN EAU POTABLE:

Section d'exploitation –

Les **recettes** proviennent principalement :

- de la vente d'eau aux usagers pour 3 500 000 € (idem 2016),
- de la vente de compteurs usagés pour 1 000 €,
- de la participation des collectivités souscriptrices à PDV pour 1 096 000 €, inchangé par rapport à 2016, dont 65 % proviennent du SEBA distribution et 35 % des autres collectivités du SEBA production,
- des autres produits de gestion courante qui s'élèvent à 35 000 € dont la convention fibres optiques et ventes d'eau pour 15 000 € et l'encaissement de l'agence de l'eau sur l'adduction d'eau du village de Diam-Diam pour 20 000 €,
- des produits exceptionnels pour 195 000 €,
- des opérations d'ordre de transfert entre sections (opération d'ordre) pour 615 000 € dont l'amortissement des subventions pour 565 000 € et des travaux en régie pour 50 000 €.

Les **dépenses**, en regard, comprennent notamment :

- les charges à caractère général pour 190 400 € contre 190 000 € en 2016, intégrant l'AMO pour l'étude sur les modes de gestion,
- le remboursement des charges de personnel et frais assimilés représentent 449 999 € contre 400 781 € en 2016,
- les autres charges de gestion courante pour 1 020 178 € contre 898 922 € en 2016, dont respectivement 300 978 € correspondent aux contributions d'AEP distribution et AEP production au budget « gestion générale », 712 700 € à la participation d'AEP distribution à AEP production (Opération d'ordre), ainsi que 6 500 € pour l'adduction d'eau du village de Diam-Diam,
- les frais financiers pour 540 100 € (contre 520 500 € en 2016),
- les charges exceptionnelles (essentiellement des provisions) pour 730 890 € (contre 859 043 € en 2016),
- les dépenses imprévues pour 100 433 € (contre 69 254 € en 2016),
- un virement à la section d'investissement pour 567 000 € contre 630 000 € en 2016,
- les dotations aux amortissements pour 1 843 000 € contre 1 744 500 € en 2016 (opération d'ordre avec le chapitre 040), dont une partie pour régularisation des amortissements.

Section d'investissement –

Les **recettes** proviennent essentiellement :

- des subventions pour 761 500 € contre 1 116 500 € en 2016,
- des emprunts pour 1 986 990 € contre 2 508 000 € en 2016 : il s'agit là d'une prévision, les besoins définitifs de financement seront connus après reprise des résultats,
- des autres immobilisations financières de 723 300 € contre 886 000 € en 2016 liées à la récupération de la TVA par le délégataire,
- du virement de la section de fonctionnement pour 567 000 € contre 630 000 € en 2016,
- de l'amortissement des immobilisations pour 1 843 000 € contre 1 744 500 € en 2016 (opération d'ordre avec le chapitre 042),
- des opérations patrimoniales pour 723 300 € (opération d'ordre sur la TVA) contre 886 000 € en 2016.

Les **dépenses** se composent essentiellement :

- de 30 000 € pour le remboursement de trop perçu des subventions,

- de 4 339 790 € pour les opérations d'équipements (études, acquisitions et travaux), contre 5 315 000 € en 2016, intégrant des crédits pour les frais de maîtrise d'œuvre privée. Ces dépenses ont été présentées dans le détail, opération par opération. Elles ont fait l'objet d'un examen particulier lors du débat d'orientations budgétaires. Certaines de ces opérations font l'objet d'un traitement en « autorisations de programmes/crédits de paiement » également présentées.
- des immobilisations corporelles pour 30 000 € pour l'intervention de prestataires pour actes fonciers administratifs (répartis à 50 % pour les 2 sous-budgets),
- du remboursement du capital de la dette pour 567 000 € contre 630 000 € en 2016,
- des dépenses imprévues pour 300 000 € (idem 2016),
- des opérations d'ordre de transfert entre sections (opération d'ordre) pour 615 000 € dont l'amortissement des subventions pour 565 000 € (170 000 € sur AEP distribution et 395 000 € sur AEP production) et des travaux en régie pour 50 000 €,
- des opérations patrimoniales pour 723 300 € (opération d'ordre sur la TVA) contre 886 000 € en 2016.

Les commissions des finances et des travaux ont été saisies du présent projet de budget respectivement les 6 et 7 décembre 2016 et la commission consultative des services publics locaux le 8 décembre 2016.

Le comité syndical est appelé à se prononcer sur le projet de budget primitif 2017 «alimentation en eau potable» ainsi que les sous-budgets analytiques « AEP distribution » et « AEP production » tels que présentés par le président.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
VUE D'ENSEMBLE			A1
EXPLOITATION			
		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LA SECTION D'EXPLOITATION
V O T E	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	5 442 000,00	5 442 000,00
+		+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
=		=	=
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)		5 442 000,00	5 442 000,00
INVESTISSEMENT			
		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
V O T E	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	6 605 090,00	6 605 090,00
+		+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
=		=	=
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)		6 605 090,00	6 605 090,00
TOTAL			
TOTAL DU BUDGET (3)		12 047 090,00	12 047 090,00

Après en avoir délibéré, le comité syndical, à l'unanimité des membres présents ou représentés **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL